Correspondance concernant la rédaction

Revue française de droit administratif

Dalloz, 35, rue Tournefort 75240 Paris Cedex 05 Tel. : (1) 43 29 50 80

Abonnements

(Joindre paiement à l'ordre de Dallozmessageries aériennes sur demande.)

Abonnement annuel partant du 1^{er} numéro de l'année 6 nºs 1988

France et D.O.M. : **480 F** dont T.V.A. 4 ° o : (18,46 F)

Étranger: 550 F

Administration et abonnements

Dalloz, 35, rue Tournefort 75240 Paris Cedex 05 Tél. : (1) 43 31 04 85

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priès d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros mapquents.

française de droit administratif

Table des matières

Biblioteca de la
Corte Suprema

Nº de Orden

Ubicación

2-74

CENTRAL

Relations du droit constitutionnel et du droit administratif

The state of the s	100
Ordonnances et législation déléguée à l'étranger	
Belgique : les délégations législatives, par Francis DELPÉRÉE	723
Espagne : la délégation législative, par Marta CARRO et Juan MESTRE	725
Finlande : la législation déléguée, par Tore MODEEN	728
Grèce : les délégations législatives, par Epaminondas P. SPILIOTOPOULOS	729
Italie: les décrets législatifs, par Maryse BAUDREZ-TOUCAS	732
Luxembourg : les lois de pleins pouvoirs, par Simone MERTEN-BEISSEL	737
Norvège : le pouvoir législatif délégué, par Eivind SMITH	743
Pays-Bas : le régime des ordonnances, par Willem KONIJNENBELT	745
République fédérale d'Allemagne : les ordonnances et les délégations législatives, par Christian AUTEXIER	748
Royaume-Uni : les ordonnances, par John BELL	750
Suisse : les ordonnances, par Blaise KNAPP	752
Actualité bibliographique	756
- 1	, ,

•	Quels sont les fondements juridiques des retenues pécuniaires consécutives à une grève?	ı
(à	1 1 1/1 . 07 000 TOO 1 00 / 111 100 TO	80

Rubriques

Biens et travaux Organisation et relations administratives **Jurisp**rudence Jurisprudence Une commune peut-elle mettre une église parois-La communication aux candidats des copies d'exasiale à la disposition d'une association traditionamen et de concours, par Jacqueline MORANDliste?, par Alain LEDUCQ DEVILLER (Concl. sur Trib. admin. Amiens, 16 sept. 1986, (Note sous Cons. d'Ét. Assemblée 8 avr. 1987, Mi-M. Daniel Labille C. Commune de Villeneuvenistre de la Santé C. M. Tête - Ministre de l'Urba-Saint-Germain) 758 nisme et du Logement C. M. Ullmo) 818 Police - Libertés publiques Collectivités locales Actualité législative <u>Études</u> La loi du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions, par André COLLET 824 Sur le contrôle de légalité des actes locaux I. La régulation administrative du contrôle de lé-Responsabilité galité et le droit, par Jean-Claude HELIN 765 II. Le contrôle de légalité des mesures concernant Jurisprudence les agents contractuels locaux, par Jean-Claude **DOUENCE** Responsabilité de l'État du fait des mesures d'appli-(à propos des arrêts de Section du 27 févr. 1987, cation des peines, par Christian VIGOUROUX (Concl. sur Cons. d'Ét. Sect. 29 avr. 1987, Garde des Commune de Grand-Bourg-de-Marie-Galante, 7 espèces) Sceaux, ministre de la Justice C. Banque populaire 777 de la région économique de Strasbourg) 831 Le transfert des Directions départementales de Urbanisme et environnement l'équipement, par Jean-François AUBY 783 Un maire peut-il retirer un avis implicitement favorable à un projet de construction?, par André **BONNET** Contentieux (Concl. sur Trib. admin. Clermont-Ferrand, 4 déc. 1986, Société Sodice C. Commissaire de la Républi-Etude que du Puy-de-Dôme et autres) 840 Aspects de la notion de cause juridique de la demande en justice dans le contentieux administratif Droit administratif et droit constitude pleine juridiction, par François COLLY 786 tionnel Étude Droit public économique Le contrôle de constitutionnalité des normes juridiques par le Conseil constitutionnel - rapport pré-Jurisprudence senté par la délégation française à la VIIe conférence

La fixation des tarifs des transports publics urbains de voyageurs (ordonnance du 1er déc. 1986 et décr. du 29 déc. 1986), par Georges-Daniel MARILLIA

Fonction publique

Étude

Quels sont les fondements juridiques des retenues pécuniaires consécutives à une grève? (à propos de la décis. nº 87-230 D.C. du 28 juill. 1987), par Bruno **GENEVOIS**

des Cours constitutionnelles européennes (Lisbonne, 26-30 avr. 1987)

844

863

Droit administratif et droit social

Étude

Le règlement intérieur des entreprises selon la jurisprudence administrative récente, par Yves GAU-DEMET

Arrêts récents du Conseil d'État

Période du 15 juillet 1987 au 15 septembre 1987

Pour les tables alphabétiques et chronologiques des textes de jurisprudence, voir en fin de numéro.

Les opinions émises dans la revue n'engagent que leurs auteurs.

803

807

Relations du droit constitutionnel et du droit administratif

Le contrôle de constitutionnalité des normes juridiques par le Conseil constitutionnel

rapport présenté par la délégation française à la VIIe conférence des Cours constitutionnelles européennes

Ordonnances

Ordonnances ou règlements d'administration publique? (la destinée singulière des ordonnances de l'article 38 de la Constitution)

L. Favoreu

Les rôles respectifs du Parlement, du Président de la République et du Conseil constitutionnel dans l'édiction des ordonnances de l'article 38

B. Mathieu

Ordonnances et législation déléguée à l'étranger Belgique - Espagne - Finlande - Grèce - Italie - Luxembourg - Norvège - Pays-Bas -République fédérale d'Allemagne - Royaume-Uni - Suisse

Quels sont les fondements juridiques des retenues pécuniaires consécutives à une grève?

B. Genevois

Rubriques

Actes unilatéraux et contrats Biens et travaux Collectivités locales Contentieux Droit administratif comparé et étranger Droit public économique Fonction publique Organisation et relations administratives Police - Libertés publiques Responsabilité Urbanisme et environnement Droit administratif et droit communautaire Droit administratif et droit constitutionnel Droit administratif et droit international Droit administratif et droit privé Droit administratif et droit social Droit administratif et finances publiques

> Arrêts récents du Conseil d'Etat (15 juillet 1987-15 septembre 1987)